

Ce que nous savons (et ne savons pas) sur les normes sociales persistantes qui sont des obstacles à l'accès à l'éducation des filles, à leur participation et à leur réussite scolaire dans 8 pays d'Afrique subsaharienne

PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ
GENDER AT THE 
CENTRE 

Objectifs de l'étude et Initiative « Priorité à l'égalité »

L'Initiative « Priorité à l'égalité » (*Gender at the Centre Initiative* [GCI]) appuie le leadership des ministères de l'Éducation (MEN) et d'autres acteurs nationaux pour faire avancer l'égalité de genre dans l'éducation. Elle est actuellement mise en œuvre dans 8 pays d'Afrique subsaharienne.

Un objectif clé de la GCI est de trouver des stratégies appropriées pour modifier le paysage du genre par la transformation des principales normes sociales ou des pratiques connexes qui créent des obstacles à l'éducation des filles.

Cette étude a été commanditée pour examiner les études existantes sur les normes sociales genrées qui sont des obstacles à l'éducation des filles, notamment :

- Étudier les normes sociales qui font obstacle à l'accès des filles à l'éducation, à leur participation et à leur réussite scolaire dans les 8 pays partenaires ;
- Identifier les lacunes de compréhension sur les facteurs qui, à de multiples niveaux, maintiennent ces normes sociales en place ;
- Proposer un programme de recherche.

Contexte

- Malgré les progrès accomplis pour réduire les disparités entre les genres, l'Indice d'Inégalité de Genre (IIG) du PNUD montre un ralentissement de l'égalité entre les genres ces dernières années (PNUD, 2020).
- Les normes sociales profondément enracinées sont-elles la dernière frontière à franchir ?
- La revue de la littérature : ce qui a été fait et les meilleures pratiques pour savoir qui faire participer et comment (pas toujours une priorité évidente des plans sectoriels d'éducation).
- Les études mondiales, et les études spécifiques du Nigeria, de la Sierra Leone, de la Mauritanie, du Mali, du Mozambique, du Tchad, du Niger et du Burkina Faso.

Principales constatations

- Les normes sociales qui renforcent les biais de genre sont très nombreuses à travers le monde, renforcées dès le plus jeune âge, et profondément intériorisées par les membres des communautés, y compris les femmes et les filles.
- On ne demande pas souvent aux femmes et aux filles à quoi ressemblerait un avenir alternatif au statu quo.
- Ces biais sont enseignés et renforcés dans toutes les structures sociétales, y compris les écoles.
- Les plans sectoriels d'éducation/priorités mentionnent rarement les normes sociales dans leurs stratégies sectorielles, et un mandat imprécis pour s'attaquer à celles qui touchent l'éducation, mais qui semblent ne pas relever de leur responsabilité.
- La nécessité de transformer les contextes structurels sous-jacents, et l'importance de changer ce qui est toléré ou désapprouvé dans un groupe social (en tirant parti des personnes influentes)

Que faire maintenant ?

Nous avons besoin d'études contextuelles, et dirigées localement, pour aller de l'avant

- Identifier et traiter 3-4 normes sociales clés plutôt que d'entreprendre de grands programmes pour toutes les aborder.
- Explorer les autres éléments qui interfèrent : cibler le mariage précoce, l'adolescence, la VGMS, la menstruation grâce aux techniques participatives (démarche *photovoice*, etc.).
- Identifier qui faire participer : les enseignants et la direction des établissements scolaires, mais aussi comment impliquer d'autres parties prenantes efficacement ?
- On peut donner aux unités de genre des ministères de l'Éducation un réel pouvoir pour impliquer différents acteurs, de recherche et d'action.
- L'engagement et les déviants positifs des hommes : identifier ce que les détenteurs du pouvoir ont à perdre répondre à ces préoccupations sérieusement.

MERCI

PRIORITÉ À L'ÉGALITÉ
GENDER AT THE 
CENTRE 